

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction départementale de la protection
des populations

=====

Service protection de l'environnement

=====

Affaire suivie par : Françoise CHAVET
Tél. 04.56.59.49.34

Grenoble, le 27 JAN 2011

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N° 2011027-0009
LE PREFET DE L'ISERE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement annexé à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000, notamment le livre V
- VU le Code Minier
- VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau
- VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive
- VU le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 pris pour l'application du Code de l'Environnement
- VU les décrets n° 2006-665 du 07 juin 2006 et n° 2006-672 du 08 juin 2006 relatifs aux nouvelles commissions des carrières
- VU la nomenclature des Installations Classées
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux modifié par l'arrêté ministériel du 24 janvier 2001 et l'arrêté ministériel du 05 mai 2010.
- VU l'arrêté interministériel du 01 février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article R 516-2 du Code de l'Environnement
- VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009
- VU l'arrêté préfectoral n° 91-223 du 15 mai 1991 autorisant la société CARRIERES DE COURTENAY à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de COURTENAY.

- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 99-8403 du 23 novembre 1999 autorisant l'installation de traitement de matériaux (déclaration)
- VU l'arrêté préfectoral n° 2008-06202 du 16 juillet 2008 autorisant le changement d'exploitant au nom de la société BMRA point P.
- VU l'arrêté préfectoral n° 2010-04079 du 25 mai 2010 modifiant les conditions de réaménagement du site
- VU la demande de la société P.L. FAVIER en date du 25 octobre 2010
- VU l'avis exprimé de la Municipalité de COURTENAY le 18 novembre 2010
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 décembre 2010
- VU l'avis de la Commission Départementale de la nature, des paysages et des sites, formation spécialisée des carrières du 20 janvier 2011 portant sur demande de changement d'exploitant objet de la présente autorisation,

Considérant les capacités techniques et financières de la Sté PL FAVIER,

Considérant qu'un projet de l'arrêté d'autorisation a été adressé au pétitionnaire le 21 janvier 2011,

Considérant l'accord de la Sté PL FAVIER par télécopie en date du 24 janvier 2011, concernant le projet qui lui a été soumis pour avis,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture

A R R E T E

TITRE I – DONNEES GENERALES A L'AUTORISATION

Article 1 : Autorisation

l'article 1er, 1er alinéa de l'arrêté préfectoral n° 2008-06202 du 16 juillet 2008 est modifié comme suit :

La société P.L. FAVIER – Z.I ,38510 MORESTEL (cessionnaire) est autorisée à exercer une activité d'exploitation de carrière sur le territoire de la commune de COURTENAY « Roche Grande Terre » pour une superficie de 154 700 m² en lieu et place de la société BMRA POINT P. (cédant) sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté.

Désignation des installations	Volume des activités	Rubriques	Classement	Situation administrative
Exploitation de carrières	P= 149 000 t/an S= 154 700 m ²	2510-1	A	AP n° 91.223 du 15/05/1991 (20 ans)

Installation de broyage concassage lavage de matériaux	P <200 KW	2515-2	D	AP n° 99-8403 du 23/11/1999
--	-----------	--------	---	--------------------------------

Article 2 : Délais et voies de recours :

En application des articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE.

- par l'exploitant ou le demandeur dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

- par les tiers , personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements , en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L 511-1 dans un délai d' un an à compter de sa publication ou de son affichage . Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après sa publication ou son affichage , le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas redevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3 : Publication

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la mairie de COURTENAY pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Direction départementale de la protection des populations de l'Isère (service protection de l'environnement) le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché de façon visible et en permanence dans l'établissement concerné, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département ou tous les départements concernés.

Article 4 : Exécution

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère
- Monsieur le Maire de COURTENAY

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE ALPES, chargé de l'inspection des installations classées
- Monsieur le Délégué Territorial Départemental de l'Agence Régionale de Santé Rhône
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- Monsieur le Colonel, Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire Général

François LOBIT.